

Colloque du 27 Avril 2024 intervention de M. Raphaël LEGENDRE

M. Le trésorier général,

M. le président de Fondafip,

Mesdames, messieurs en vos grades respectifs,

Mesdames et messieurs,

Je suis d'autant plus ravi de venir discuter avec vous de finances publiques la France vient de passer une grande étape importante en la matière : hier soir nous avons miraculeusement échappé à une dégradation de notre note souveraine.

C'est donc avec l'esprit tranquille que j'ai l'honneur et le plaisir de venir partager ma modeste expérience de journaliste qui pendant dix ans, a eu la tâche de promouvoir, en France, la culture des finances publiques.

Autant vous le dire tout de suite, je ne suis pas un très bon exemple. Quand j'ai commencé à suivre les finances publiques en 2013, le déficit de la France était de 5% du PIB. Et une décennie plus tard il est ... toujours de 5% du PIB. C'est dire si j'ai lamentablement échoué dans ma tâche.

Mais, au-delà de la plaisanterie, je vais peut-être commencer par me présenter et présenter mon média, le quotidien l'Opinion.

J'ai eu la chance de participer à la création du dernier quotidien né en France. C'était il y a 11 ans presque jour pour jour. Ce journal s'appelle l'Opinion, c'est un journal libéral, probusiness et proeuropéen qui défend une ligne claire, celle de la bonne gestion des finances publiques, avec une attention particulière à l'efficacité de l'euro dépensé et à un environnement fiscal attractif, favorable à la création de richesse et pas l'inverse.

J'ai eu l'honneur d'écrire la première « une » du journal, avec un scoop sur l'ouverture d'une cellule de dégrèvement fiscale. Première « une » consacrée aux finances publiques donc. Beaucoup d'autres ont suivi.

Nous nous sommes lancés le 13 mai 2013 avec à notre tête Nicolas Beytout qui avait dirigé Le Figaro et Les Echos, deux grands quotidiens français. Nous étions sous la présidence de François Hollande. Après la crise financière de 2008 et la crise de la zone euro, ce dernier avait entrepris de rétablir le déficit qui était alors de 4,8%, à 3% du PIB en deux ans seulement. Et pour y arriver, il avait décidé, avec son conseiller économique – un jeune énarque du nom d'Emmanuel Macron – de passer par les hausses d'impôts, la littérature économique à l'époque expliquant que le multiplicateur sur la croissance était moins brutal par cette voie que par la baisse des dépenses.

Et alors que la promesse était de ne toucher que les 10% des plus riches, c'est un coup de massue massif de

50 milliards d'euros quoi s'est abattu sur les classes moyennes et les entreprises. Coup de massue qui a provoqué en France ce que le ministre des Finances lui-même, Pierre Moscovici, aujourd'hui premier président de la Cour des comptes, a appelé un « ras-le-bol fiscal ».

Globalement, l'environnement était donc plutôt favorable aux papiers sur les finances publiques, qui occupaient une part importante de l'agenda médiatique, et ce jusqu'en 2017-2018, au début du mandat d'Emmanuel Macron avec la réforme de la fiscalité du capital et de la fiscalité locale.

Le sujet a un peu perdu en intérêt dans l'opinion publique après la tentative avortée de mise en place d'une taxe carbone en 2018, qui a fait exploser l'agenda de réforme côté finances publiques.

Contre cette taxe, une colère fiscale violente a éclaté, comme une réminiscence du « ras-le-bol fiscal » des années 2012- 2013. La « crise des gilets jaunes » (2018-2019) a gelé les réformes, avant que n'arrive par-dessus la crise de la Covid (2020).

Toutes ancrs budgétaires ont alors sauté, avec ce que le président de la République a appelé le « quoi qu'il en coûte » pour sauver l'économie, préserver la nation.

Voilà dépeinte à grands traits la frise chronologique des dix dernières années.

Tout cela pour vous dire que nous avons beaucoup parlé de finances publiques dans l'Opinion depuis sa création en 2013.

Et donc durant cette décennie, quelles ont été les principales difficultés auxquelles j'ai été confronté en tant que journaliste budgétaire ?

I/ D'abord un niveau d'éducation économique assez faible dans le pays, et une incompréhension assez large de la manière dont fonctionne notre système de finances publiques, qui il faut le reconnaître, est affreusement technique et complexe.

Et en même temps, les contribuables ne sont pas idiots. Ils savent globalement compter et voient de combien ils sont prélevés chaque mois, ménages comme entreprises, et expérimentent aussi la qualité de services publics qui en découle.

Et globalement, le sentiment en France est de payer toujours plus pour toujours moins de services publics. Ce qui n'est ni vrai... ni complètement faux.

Mais donc la première réponse à cette difficulté, c'est la simplification et la pédagogie.

Pour les journalistes budgétaires comme je l'ai été pendant 10 ans, peut-être y en a-t-il dans la salle, cela veut dire un mot d'ordre : faire simple ! Surtout ne pas jargonner, sortir autant que possible de la technique. Et de faire ce que le père de la LOLF, à qui je veux rendre ici hommage, Alain Lambert, m'a toujours conseillé de faire, c'est de parler en milliards et non en points de PIB.

Pour les universitaires présents dans cette salle, je vous encourage tous à aller dans les écoles, les lycées, pour

expliquer les grandes bases des finances publiques qui forment le pacte citoyen de toute nation.

Les finances publiques sont le ciment de la société. Tout le monde devrait comprendre, au moins dans les grandes lignes, comment elles fonctionnent.

II/ La seconde difficulté à laquelle on se retrouve confronté quant à l'accès aux sources, aux bons chiffres, et leur interprétation dans le temps.

Parce que la norme budgétaire change, la manière de comptabiliser tel ou tel champ de dépense évolue dans le temps, tout cela rend parfois très compliquée la compréhension, en tant que journaliste, de l'évolution des dépenses, des politiques publiques. Quelles normes de dépense de l'Etat regarder quand d'un PLF à un autre, ce dernier est modifié entre champ large, dépenses pilotables, comptabilité nationale ou maastrichtienne...

Donc l'une des grandes angoisses du journaliste budgétaire, qui est seul devant article, c'est de baser son analyse sur de mauvais chiffres. Ou tout simplement de se tromper dans l'interprétation d'une tendance et d'écrire des bêtises.

C'est là que nous avons absolument besoin de vous, les spécialistes des finances publiques, universitaires et hauts fonctionnaires.

III/ Troisième difficulté, c'est de s'extraire de la communication politique du pouvoir en place, quels qu'ils soient.

Vous connaissez peut-être cette phrase de Jean-Baptiste Colbert, l'un des principaux ministres de Louis XIV, contrôleur général des finances dans la seconde moitié du XVIIe, qui dit que « l'art de l'imposition consiste à plumer l'oie pour obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris. »

Cette phrase, qui est toujours vraie 350 ans plus tard, signifie qu'il n'y a rien de plus politique que la politique fiscale.

Et pour nous journalistes, elle veut dire que tout discours fiscal est à fouiller, investiguer, déconstruire. Est à confronter au réel. Il y a les paroles, il y a les actes et surtout... Il y a les chiffres. A qui ont peu faire dire beaucoup de choses, mais aussi tout et son contraire.

Et là, on peut faire face à toute une batterie d'instrument pour nous orienter, nous manipuler : j'ai cité plus haut les changements de cadres, les économies qui ne sont que de moindre hausse... Un exemple tout bête à l'époque : on ne parlait pas de hausses d'impôts, mais de « justice fiscale ».

Il faut déconstruire, il faut enquêter aussi.

Un de nos faits d'armes était à l'époque d'avoir dévoilé un chiffre que l'administration et le gouvernement voulaient absolument garder secret : avec les nouvelles mesures fiscales, un million de foyers étaient devenus imposables à l'impôt sur le revenu.

En même temps, il faut reconnaître un effort inédit de l'administration, depuis plusieurs années maintenant, pour renforcer la transparence sur les données fiscales.

Et fil des années, il faut le dire aussi, l'instrumentalisation des chiffres par le politique est de plus en plus compliquée. Des hypothèses complètement irréalistes pour les prévisions de croissance n'existent plus, elles sont confrontées à celles de l'OCDE, du FMI, de la Commission européenne et du Haut conseil aux finances publiques, rattaché à la Cour des comptes.

On ne peut plus raconter n'importe quoi en matière de finances publiques.

Pour conclure, je dirai que promouvoir la culture des finances publiques par l'amélioration de la lisibilité et de la compréhension des budgets publics passe par un accès aux bonnes informations, aux bons chiffres.

Deuxième point crucial, il faut éduquer les populations, généraliser et démocratiser les cours de finances publiques, dès l'école secondaire. L'impôt est à la base du contrat social, il est inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; mais aujourd'hui personne n'y comprend rien alors qu'il concerne tout le monde, du berceau à la tombe.

Il est donc indispensable de continuer à faire un maximum de pédagogie autour du fonctionnement de cette incroyable tuyauterie publique que sont les finances publiques.

Et comme le dit parfaitement l'intitulé de cette table ronde, cela passe par davantage de lisibilité, ce qui est une volonté politique.